

L'Ukraine, le nouveau grenier mondial ?

Textes et photos de
Nicolas Mesly

Ottawa veut implanter en Ukraine un réseau de coopératives de grains calqué sur celui de La Coop fédérée. Presque trois fois plus petite que le Québec, l'Ukraine dispose cependant d'une superficie de terre consacrée à la production céréalière plus grande que toute celle du Canada. Le pays a pignon sur la mer Noire, jamais encombrée de glace. Sa position géographique lui confère aussi un avantage stratégique pour livrer du blé en Égypte ou du maïs en Chine, deux grands importateurs mondiaux de ces céréales.



Depuis la crise financière et alimentaire de 2008, beaucoup d'yeux sont rivés sur les terres de l'Ukraine, parmi les plus fertiles de la planète. L'ancien grenier à blé soviétique est devenu l'eldorado de l'agroalimentaire. En 2013, ce pays est en voie de devenir le troisième exportateur mondial de blé et de maïs. Ottawa fait le pari d'y faire pousser des coopératives céréalières, en investissant 13 millions \$. Le but : améliorer le sort des producteurs. Et relancer l'emploi dans les villages du deuxième des plus grands pays d'Europe, en panne économique. *Le Coopérateur agricole* a suivi sur le terrain l'équipe de la Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI) chargée de cet ambitieux projet coopératif¹. Dans ce même dossier, des agriculteurs français établis en Ukraine nous révèlent les débouchés et les défis de leur entreprise. Et nous découvrons pour quelles raisons un agriculteur ukrainien est un héros dans son pays.

OTTAWA VEUT SEMER DES COOPÉRATIVES DE GRAINS EN UKRAINE

Lorsque Camil Côté atterrit à Kiev, le 14 juillet 2013, il est investi d'une mission : faire pousser un réseau de coopératives de grains calqué sur celui de La Coop fédérée dans l'ancien grenier à blé soviétique, l'Ukraine. La commande provient d'Ottawa. Côté, 64 ans, chargé de programmes à la Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI), est un vétéran des affaires internationales. Il dispose d'un budget de 13 millions \$ et de cinq ans pour réaliser ce plan.

Le nom officiel du projet véhiculé dans les couloirs de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) est l'Ukraine Grain Storage and Marketing Cooperatives Project. Il a été entériné par l'ancienne ministre de la Coopération internationale, Beverley Oda, lors d'une visite en Ukraine en avril 2012. Ce plan coopératif d'Ottawa se décline entre autres par la construction de deux élévateurs à grains d'une capacité de 40 000 tm d'une valeur de 4 millions \$ chacun. Dès son arrivée à Kiev, Côté teste ses appuis, avec son équipe, dans la capitale. « Vous pouvez compter sur nous ! » lui répond Volodymyr Klymenko, président de l'Ukrainian Grain Association (UGA). Cette association regroupe une quarantaine de membres : de grands commerçants de grains, comme Cargill, mais aussi de grandes sociétés nationales et internationales productrices de grains.

Depuis l'indépendance de l'Ukraine, en 1991, acquise à la suite du démantèlement de l'ex-URSS, « nous sommes rapidement passés d'un système socialiste à un système capitaliste en misant sur l'agroalimentaire », explique M. Klymenko². Certains de ses membres cultivent entre 80 000 et 500 000 ha. Mais l'Ukraine ne peut miser seulement sur les grandes entreprises pour réaliser ses ambitions, soutient-il. Car le pays entend faire passer sa production annuelle d'environ 50 millions de tonnes de grains à plus de 100 millions de tonnes « avec l'utilisation de meilleures technologies et de meilleures semences ». Et il y a de la place pour des producteurs de plus petite taille regroupés sous forme de coopératives.

D'une part, les commerçants de l'UGA, affirme M. Klymenko, désirent obtenir le plus grand volume de grains possible pour faire tourner et rentabiliser leurs terminaux. Ceux-ci possèdent 250 silos, soit 25 % de la capacité actuelle d'entreposage de grains du pays. D'autre part, selon la FAO, l'Ukraine nécessite des investissements oscillant entre 5 et 8 milliards \$ US pour moderniser et doubler ses infrastructures d'entreposage interne et ses terminaux situés en bordure de la mer Noire. Aussi le projet d'investissement canadien dans des élévateurs coopératifs est-il accueilli à bras ouverts. ►

¹ Le journaliste remercie Camil Côté et Martin Beaurivage, respectivement chargé de programmes et conseiller en développement coopératif à SOCODEVI, ainsi que toute leur équipe ukrainienne pour l'appui sur le terrain dans la réalisation de ce reportage.

² Selon la Banque mondiale, le volume de production des grandes entreprises ukrainiennes passera de 8 millions de tonnes de grains en 2010 à environ 13-15 millions de tonnes d'ici 2015. Cela représente plus de la moitié des exportations du pays.



UN ÉLEVATEUR COOPÉRATIF POUR PROTÉGER LES PRODUCTEURS UKRAINIENS

Côté et son équipe sont reçus avec le même enthousiasme par Victor Andrievsky, président de l'Agrarian Markets Development Institute (AMDI), une ONG dont le siège est à Kiev. Au lendemain de l'indépendance de l'Ukraine, les 600 éleveurs de l'État ont rapidement été privatisés. Le pays compte aujourd'hui 751 éleveurs, dont 80 appartiennent encore à l'État. « Nos producteurs se trouvent aujourd'hui dans une situation de serfs, comme à l'époque médiévale. Par manque de capacité d'entreposage à la ferme, ils sont obligés de vendre leurs grains à bas prix aux éleveurs, dont plusieurs trichent sur la qualité et les volumes entreposés », explique-t-il. Des silos coopératifs construits le long de voies ferrées créeraient « un rapport de force ». Comment ? En offrant plus de flexibilité d'entreposage aux producteurs, un accès aux marchés et de la transparence sur le prix des grains. Andrievsky et son équipe travaillent à renforcer le système national d'homologation des éleveurs ukrainiens, en offrant une garantie de paiement. En cas de faillite d'un éleveur, par exemple, le producteur serait assuré d'être payé pour son grain entreposé.

UN ÉLEVATEUR COMME LEVIER ÉCONOMIQUE

Mais la venue d'un ou de plusieurs éleveurs coopératifs constituerait aussi un formidable levier économique pour les producteurs ukrainiens, insiste M. Andrievsky. C'est que l'argent leur fait cruellement défaut. Ils doivent composer avec des taux d'intérêt exorbitants de 25 % ou plus pour faire tourner leur entreprise. « Les taux d'intérêt élevés sont le talon d'Achille de l'agriculture ukrainienne. Pour chaque tranche de 100 \$ d'emprunt, le producteur doit remettre 250 \$ aux banquiers », explique Bodhan Chomiak, un Ukrainien d'origine qui a vécu une vingtaine d'années en Alberta. Directeur de la société de

consultants Lapersa, établie à Kiev, Chomiak estime que le seul moyen de pratiquer une agriculture rentable en Ukraine est par l'injection d'importants fonds d'investissements dans de grandes entreprises verticalement intégrées. Cela pour « réaliser des économies de taille » et pour « ne pas dépendre des banques locales ».

Mais Victor Andrievsky et son ONG travaillent au moyen de mettre de l'argent entre les mains des producteurs ukrainiens. Le plan consiste à instaurer un système national de *grain warehouse receipts* (GWR) ou « bons de garantie des éleveurs ». Ce système s'apparente cette fois au programme de paiements anticipés (PPA) d'Agriculture et Agroalimentaire Canada destinés aux producteurs de grandes cultures. Grâce à ce programme, les producteurs peuvent percevoir jusqu'à 400 000 \$ par année à un très bas taux d'intérêt en mettant leurs futures récoltes entreposées en garantie. (En 2012-2013, les producteurs québécois ont emprunté une somme de 50 millions \$ grâce au PPA³.)

Selon M. Andrievsky, ce système de GWR permettrait aux producteurs ukrainiens d'acheter des semences, des engrais, de la machinerie, de financer la construction d'un silo à la ferme ou encore de participer à la construction d'un silo coopératif. Seule ombre au tableau, le gouvernement ukrainien n'a pas les fonds nécessaires pour instaurer ce système de GWR. « Mais nous bénéficions d'une aide de 250 millions \$ US de la FAO pour l'implanter », indique Victor Andrievsky.

UN CADEAU INCOMPRIS

Forts des appuis recueillis à Kiev, Côté et son équipe quittent la métropole pour Dnipropetrovsk. Cette ville, située à 400 km au sud-est, est la capitale de la région du même nom. C'est aussi la troisième « province » agricole en importance de l'Ukraine. Le 24 juillet, le groupe composé d'une douzaine de personnes monte dans un minibus pour se rendre à Vasilkivka, petit village qui se trouve à une trentaine de kilomètres de Dnipropetrovsk. L'endroit semble propice pour bâtir un premier éleveur. Une importante voie ferrée longe le hameau. Et surtout, la région compte 300 producteurs de céréales, propriétaires de 300 ha en moyenne. Leurs entreprises sont toutes situées dans un rayon de 30 km, un atout pour diminuer les coûts de livraison du grain au futur éleveur.

Une vingtaine d'agriculteurs attendent l'équipe de Côté dans une des salles de l'hôtel de ville, gros monolithe en ciment gris dont l'entrée

L'ingénieur québécois Pierre Giguère, expert dans la construction d'éleveurs à grains, et Camil Côté, responsable du projet coopératif en Ukraine. Les deux hommes discutent de l'achat potentiel par le Canada d'un terrain de 5 ha situé le long d'une voie ferrée du village de Vasilkivka pour construire un premier silo.

est surveillée par une immense statue de Lénine. L'homme de confiance et antenne sur le terrain des Canadiens, Maksym Maksymov, explique les avantages d'un éleveur à grains coopératif. Celui-ci offrirait les services d'entreposage, de séchage, de nettoyage, de mélange de grains et de ventes par pool... à la moitié du prix perçu par les éleveurs de la région ! Le projet se déclinerait en trois étapes de construction : un premier silo de 20 000 tm serait élevé le long de la voie ferrée jouxtant le village, suivi de deux autres silos de 10 000 tm chacun. Les questions et les réponses fusent de part et d'autre, notamment sur la participation financière des agriculteurs. Soudain la tension et le ton montent. Un producteur se lève et quitte la salle, entraînant à sa suite presque tous les autres. Que s'est-il passé ?

« Les premières ébauches de ce projet ont commencé il y a cinq ans. Et chaque fois, les Canadiens changent les règles du jeu », explique, par la voix d'une interprète, Leonid Chernokniijiy, président de l'Association locale des producteurs. C'est lui qui a entraîné les siens hors de la salle. Le différend majeur porte sur la gestion de l'éleveur par les producteurs : leur part aurait chuté pour passer de 80 à 30 %. Sous la nouvelle mouture, l'éleveur serait administré conjointement avec une union naissante de coopératives. Et une partie des activités de l'éleveur servirait à financer cette union. « On ne vient pas en Ukraine pour bâtir un seul éleveur. On veut créer un réseau d'éleveurs administré en partie par une union coopérative, pour que le mouvement prenne racine dans tout le pays », explique Camil Côté.

Dans la salle, seuls trois producteurs sont restés pour discuter du projet. À eux trois, ils totalisent 150 ha de superficie de terre et produisent moins de 500 tm de grains. L'équipe canadienne semble très loin de son objectif, soit rallier quelque 70 producteurs de petite et moyenne taille pour former une masse critique nécessaire à la construction d'un premier silo de 20 000 tm. Au dîner suivant la réunion présidée



par M. Chernokniijiy, les quelques toasts à la vodka peinent à réchauffer l'atmosphère. Mais les deux parties conviennent de travailler à aplanir leurs différends pour qu'un premier éleveur coopératif pousse en sol ukrainien.

Selon Vadim Udovitskiy, chef du département agricole de Dnipropetrovsk, il est difficile pour les producteurs de se débarrasser de « l'habit kolkhoze » qu'ils ont porté pendant plus de 60 ans. C'est sous le régime du dictateur sanguinaire Joseph Staline que sont nés dans les années 1930 les *kolkhozes*, ces immenses fermes d'État de plus de 3000 ha résultant de la collectivisation des propriétés privées. « Nos producteurs ne réalisent pas qu'ils peuvent prendre des décisions d'affaires individuelles pour propulser leur entreprise au sein d'un mouvement collectif », ajoute M. Udovitskiy.

Pas un brin désarçonné par la tournure de la rencontre à Vasilkivka, Camil Côté réforme sa stratégie pour promouvoir ses deux éleveurs à grains et son union coopérative. Débarqué en Ukraine il y a quatre ans, il a réussi, avec son équipe, à y implanter sept coopératives laitières. Celles-ci ont permis de doubler le salaire annuel de 1100 éleveurs, qui est passé de 1500 à 3000 \$ US grâce, entre autres, à de l'appui technique pour augmenter la production de lait. « On a réussi dans le secteur laitier. Je ne vois pas pour quelles raisons on ne réussirait pas dans celui des grains ! » dit celui qui a la conviction d'un chevalier croisé. Dans son pari de semer des coopératives céréalières dans l'ancienne république socialiste, Ottawa semble avoir misé sur le bon cheval. ►

³ Entrevues avec Yves Clavel, Fédération des producteurs de cultures commerciales du Québec, et Éric Andriamanjia, directeur adjoint de la direction des analyses et des opérations de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec, 13 août 2013.

QU'EST-CE QUE LE TCHERNOZIOM ?

Le tchernoziom est un sol noir riche en matière organique, ce qui en fait un des sols les plus fertiles de la planète. À l'origine, c'est le vent qui a transporté des tonnes de particules minérales fines du lit d'anciens glaciers et de rivières sur de grandes distances. « Le vent a agi comme un immense filtre. C'est pour cette raison que l'on ne trouve aucune pierre dans le tchernoziom », explique le professeur Léon Hardy, géomorphologue québécois rencontré en Ukraine. Des graminées et des herbacées ont ensuite poussé pour stabiliser ces immenses dépôts. En se décomposant, ces plantes ont fourni la matière organique. Selon l'expert, les producteurs ukrainiens sont très chanceux. En plus de ne pas avoir de pierres, ce sol poreux et les champs naturellement ondulés ne requièrent ni drainage ni fossés. Et comme le tchernoziom contient du calcaire, jamais besoin de chauler ! C'est en Ukraine que l'on retrouve le plus de tchernoziom sur la planète. Il constitue 60 % des terres arables du pays et peut atteindre des profondeurs variant entre un et six mètres. On retrouve un peu de ce type de sol à la frontière des États-Unis et des provinces de l'Ouest canadien. Il est idéal pour pratiquer le semis direct.



Attirés par le tchernoziom, le céréaliculteur français Jean-Paul Khim et son groupe d'investisseurs exploitent une société agricole en Ukraine depuis 2006. Les rendements de blé obtenus dans leur entreprise ukrainienne tournent autour de 4,5 tonnes l'hectare, alors qu'ils atteignent 7 tonnes l'hectare en France. Le système de production extensif ukrainien ressemble à celui des Prairies canadiennes, constate Jean-Paul Khim.

DES AGRICULTEURS FRANÇAIS INVESTISSENT EN UKRAINE

« **C'**est le fort potentiel du tchernoziom qui nous a attirés en Ukraine », résume Jean-Paul Khim, céréaliculteur français et un des cinq actionnaires de la société Agro KMR (voir l'encadré « Qu'est-ce que le tchernoziom ? »). Une première ferme a été acquise en 2006, et la seconde il y a deux ans, près de Dnipropetrovsk, ville industrielle et ancien centre de construction de missiles russes. En tout, Agro KMR cultive 8000 ha et a investi 6,5 millions \$ US depuis son arrivée dans l'ancien grenier à blé soviétique.

« Le bas prix de la terre nous a permis d'investir dans la machinerie, les bâtiments et la technologie », explique Michel Jean-Loup, agriculteur français et actionnaire de la société. Celle-ci compte 32 employés, dont une personne à temps plein chargée d'administrer les contrats de location auprès de 1300 propriétaires. Agro KMR produit annuellement entre 24 000 et 30 000 tonnes de blé, de colza, de tournesol et d'orge de printemps. Toute la culture se fait sans labour, en semis direct, pour éviter de perdre le moindre gramme du précieux tchernoziom par l'érosion du vent et, surtout, pour conserver l'humidité dans les entrailles de la terre.

Pas question de financer les achats de machinerie ou l'amélioration des bâtiments de stockage par l'entremise d'une banque ukrainienne. Le loyer

de l'argent à 25 % par année est prohibitif. « Le compteur tourne très vite à ce taux », dit Michel Jean-Loup. Si bien qu'Agro KMR se finance auprès d'une banque française, sous la garantie des avoirs des producteurs dans leur pays d'origine.

Produire en Ukraine comporte ses aléas, selon ces producteurs. Par exemple, les pièces de machinerie cassées peuvent mettre une éternité à être livrées. Et ils ne sont pas autorisés à importer des semences, à cause de lourdes restrictions héritées du système soviétique.

Autre aléa, et non le moindre : le climat excessif de l'Ukraine. « En France, on pleure quand on perd 20 % de nos récoltes ; ici, c'est 50 % », explique Michel Jean-Loup. L'autre climat avec lequel il faut composer, c'est celui des affaires. Toute la production de blé d'Agro KMR est écoulee sur le marché interne, le tournesol est vendu à un transformateur d'huile, et le colza est destiné à l'exportation. Mais les contrats signés engageant des volumes et des prix ne sont pas toujours respectés. « On a toujours du mal à faire des affaires saines. Il faut savoir comment ça marche pour ne pas se faire avoir », dit-il. ►

« POUR VENDRE LES COOPÉRATIVES AGRICOLES, IL FAUT DES LEADERS FORTS ! »

— Ludmila Nikiforienko

Ludmila Nikiforienko, 63 ans, a racheté en 1991 les installations de l'ancien kolkhoze du village d'Andriivka où elle travaillait comme trayeuse de vaches avec son mari, Vladimir, 72 ans. Le couple a lancé son entreprise céréalière avec 50 ha et en loue aujourd'hui 10 fois plus. La productrice verrait d'un bon œil la construction d'un silo coopératif près de son village, pour mieux vendre son grain. « On a déjà essayé de former des coopératives, mais ça n'a pas marché, parce qu'il y a trop d'intérêts divergents. Les plus gros producteurs ont déjà leurs infrastructures d'entreposage, tandis que les plus petits n'en possèdent pas. » Selon cette productrice, pour réussir, les projets d'implantation de coopératives agricoles devraient être portés par des leaders visionnaires. « Je suis trop vieille pour cette tâche », dit-elle en riant. Le plus grand frein à l'établissement de coopératives en Ukraine est psychologique. Les producteurs ukrainiens croient que les coopératives sont comme les kolkhozes. « C'est perçu comme un retour en arrière ! » dit-elle.



Le drapeau ukrainien : la bande horizontale jaune représente le blé et celle de couleur bleue, le ciel.

Nombre d'habitants : **44,5 millions**

PIB/habitant : **7500 \$ US (2013)**

(Source : statistiques-mondiales.com)

HISTOIRE RÉCENTE DE L'UKRAINE : REPÈRES

1914-1918 — Au lendemain de la Première Guerre mondiale, l'Ukraine tente de devenir indépendante. Mais en 1922, elle devient plutôt l'un des membres fondateurs de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS). Deuxième État en importance dans l'Union après la Russie, l'Ukraine devient le grenier à blé des 15 républiques de l'URSS.

1927-1928 — Joseph Staline accède au pouvoir. Il vide brutalement les campagnes de leur population pour faire tourner les usines des cités. Sous son premier plan quinquennal, la production industrielle quadruple.

1932-1933 — Entre trois et cinq millions d'Ukrainiens meurent d'une famine orchestrée par Staline. Cet « holocauste » en plein cœur de l'Europe est baptisé Holodomor. Le sanguinaire dictateur collectivise les fermes privées. C'est la naissance des kolkhozes, ces immenses fermes collectives gérées par l'État.

1939-1945 — Pendant la Deuxième Guerre mondiale, plus de six millions d'Ukrainiens perdent la vie sous la botte des nazis. Staline libère le pays pour mieux le remettre sous son joug.

1986 — Le plus terrible accident nucléaire de l'humanité survient à Tchernobyl. La catastrophe est un des facteurs qui mène à la dissolution de l'URSS, en 1991.

1991 — L'Ukraine accède à son indépendance. Une privatisation sauvage mène à la création d'une oligarchie, soit une poignée de gens qui s'enrichissent en mettant la main sur les entreprises d'État dans les secteurs de la métallurgie, du pétrole et du gaz.

2008 — L'Ukraine accède à l'Organisation mondiale du commerce. Dans la foulée de la crise financière et alimentaire, la FAO et les grandes institutions internationales, comme la Banque mondiale, considèrent ce pays comme « stratégique » pour nourrir la planète.

2011 — Élection du président Viktor Ianoukovytch, considéré comme prorusse. Il gagne les élections après les sept ans au pouvoir de Viktor Iouchtchenko, un des deux leaders de la révolution orange, déclenchée en 2004. Celle-ci prônait des valeurs démocratiques et une plus grande intégration économique avec l'Union européenne.

Novembre 2013 — Les mêmes forces plongent le pays en pleine crise suite au refus du président de signer un accord de coopération avec l'Union européenne.

Sources : Lonely Planet, FAO, Banque mondiale

LA PROPRIÉTÉ DES TERRES AGRICOLES, UNE « PATATE CHAUDE » !

Dans la foulée de l'indépendance de l'Ukraine, acquise en 1991, les kolkhozes (anciennes fermes collectives) ont été privatisés. Et la terre a été redistribuée. Plus de 7 millions d'Ukrainiens possèdent des lots de 4 ou 5 ha. De plus, le pays répertorie 43 000 exploitations agricoles « officielles » de 850 ha chacune.

Les sociétés agroalimentaires louent à ces propriétaires des superficies variant entre 5000 et 500 000 hectares. Le prix de location, selon nos informations, oscille entre 80 et 120 \$ l'hectare. Cette rente tient lieu de « pension invisible » pour des milliers d'Ukrainiens. Mais la propriété de la terre relève aussi de la sécurité alimentaire dans un pays où les habitants ont connu les affres de la famine. Le gouvernement ukrainien jongle avec l'idée de privatiser son gisement de tchernoziom. En janvier 2012, il devait lever un moratoire pour réaliser cette privatisation. D'après l'Ukrainian Agrarian Confederation, le prix à l'hectare de la terre ukrainienne pourrait atteindre 8000 \$ US.

Cette privatisation aurait un bon côté, car « sans être propriétaires, les producteurs ne peuvent pas offrir leur titre foncier en garantie

pour obtenir du crédit auprès des banques et développer leur exploitation, comme on le fait en France ou au Canada », analyse Michel Jean-Loup, dont la société, Agro KMR, exploite deux fermes céréalières dans l'est de l'Ukraine. Mais le gouvernement n'a pas encore trouvé de mécanismes pour effectuer ce passage sans risques.

« À qui profiterait cette privatisation ? Aux Chinois ? Aux Saoudiens ? À une poignée de multinationales ou à l'oligarchie ukrainienne ? » demande Victor Andrievsky, directeur de l'ONG Agrarian Markets Development Institute, dont le siège se trouve à Kiev. Dans l'éventualité où le gouvernement donnerait le feu vert à ce processus de privatisation, Andrievsky prédit « une révolution sanglante ». Les autorités sont restées muettes sur cet enjeu, malgré plusieurs demandes d'entrevues auprès du responsable des communications du ministère de l'Agriculture de l'Ukraine, Vitaly Sabluk.

L'UKRAINE DANS LA MIRE DES CHINOIS ET DES RUSSES

Une toute récente entente signée entre l'Ukraine et la Chine prévoit l'utilisation d'une ligne de crédit de 3 milliards \$ US, échelonnée sur 10 ans, pour acheter des engrais, de la machinerie agricole chinoise, et financer des projets d'irrigation en Ukraine. En échange, l'Ukraine fournirait chaque année



entre 4 et 5 millions de tonnes de blé ou de maïs à l'Empire du Milieu, explique Volodymyr Klymenko, président de l'Ukrainian Grain Association. Quant à la Russie, elle aimerait créer une OPEP du blé pour dicter le prix mondial de ce grain, « mais nous ne sommes pas d'accord », dit-il. À eux seuls, l'Ukraine, la Russie et le Kazakhstan exportent déjà plus de blé que le premier exportateur mondial, les États-Unis. Selon le département de l'Agriculture des États-Unis, ces trois pays traiteront 29 % du commerce international du blé d'ici 2021 (et 22 % de tout le commerce mondial de grains).

PHOTO : GRACIEUSE DE NIBULON



OLEKSLY VADATURSKYY, AGRICULTEUR ET HÉROS UKRAINIEN

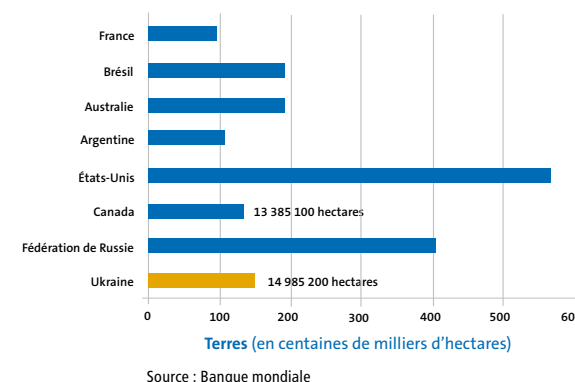
Rencontré dans son fief, la ville portuaire de Mykolayiv, Oleksly Vadaturkyy est un héros dans son pays. Au lendemain de la chute de l'ex-URSS, en 1991, cet agriculteur aujourd'hui âgé de 66 ans a fondé Nibulon, une entreprise verticalement intégrée devenue le plus gros exportateur de grains de l'Ukraine.

Nibulon commercialise plus de 3,2 millions tm de grains (maïs, blé, soya, sorgho, etc.). Elle loue plus de 81 000 ha de terre et possède un parc de 550 machines agricoles, sans compter ses propres camions.

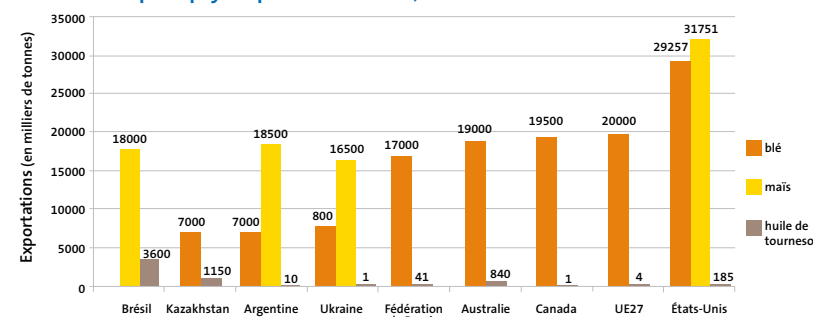
Chouchou des grands banquiers internationaux, Nibulon a mis en place un réseau de 22 élévateurs à grains ultramodernes le long de deux importants cours d'eau du pays, dont le Dnipro, considéré comme le Mississippi ukrainien. Coût de ce réseau : 470 millions \$ US. En novembre 2007, le président Viktor Iouchtchenko décernait à Oleksly Vadaturkyy le titre de héros de l'Ukraine pour souligner la contribution économique et sociale de son entreprise.

Vadaturkyy est aussi en nomination pour le prestigieux Prix mondial de l'alimentation. Ce prix, décerné chaque année aux États-Unis, souligne le travail de personnalités dans la lutte contre le fléau de la faim dans le monde. « Quatre millions d'Ukrainiens ont connu l'Holodomor [voir l'encadré « Histoire récente de l'Ukraine : repères »]. Je veux m'assurer que le plus de gens possible aient du pain sur leur table », dit-il. Pour le journaliste ukrainien et spécialiste de l'agriculture, Iurii Mykhailov, le directeur général de Nibulon est avant tout un héros dans son pays « parce qu'il paie des impôts et contribue au développement économique de l'Ukraine. Beaucoup d'entreprises agroalimentaires ukrainiennes ont leur siège social en dehors du pays pour ne pas payer d'impôts. »

Terres utilisées pour la production céréalière 2008-2012



Principaux pays exportateurs de blé, de maïs et d'huile de tournesol



LE MAÏS SUPPLANTE LE BLÉ EN UKRAINE

Oleksii Legkyi, gérant de l'usine de production de semences de la coopérative française Maisadour, située à une demi-heure de route de la ville de Dnipropetrivsk. Cette usine, la plus moderne d'Europe, a ouvert ses portes en 2010. On y met au point des variétés de maïs et de tournesol non OGM résistantes à la sécheresse. L'usine sert de tremplin à la conquête des marchés de la mer Noire (Ukraine, Russie, Kazakhstan). Jusqu'ici reconnue comme un grenier à blé, l'Ukraine est déjà le quatrième exportateur mondial de maïs. Plus de deux millions d'hectares supplémentaires pourraient être consacrés à la production du petit grain jaune dans le sud du pays. Toutefois, un tel projet nécessite une injection de plusieurs milliards de dollars pour pouvoir produire sous irrigation.

